

CONGRES FONDATEUR DEBOUT LA REPUBLIQUE
Dimanche 23 novembre 2008 – Maison de la Mutualité – Paris

Discours de clôture de Nicolas DUPONT-AIGNAN

Merci à vous tous d'avoir répondu si nombreux présent.

Merci aussi à l'ensemble des intervenants qui chacun avec leurs mots ont exprimé leur idéal.

Merci enfin à nos amis d'Outremer et à nos frères québécois qui sont là à nos côtés.

Oui mes amis, si aujourd'hui vous êtes venus d'horizons divers, chacun avec votre propre parcours, c'est tout simplement parce que **nous partageons l'essentiel : « une certaine idée de la France ».**

En ces temps troublés, votre présence obéit à un vrai devoir.

Le devoir de ne pas laisser tomber notre pays.

Le devoir de relever notre République,

Le devoir de faire vivre notre démocratie.

Vous êtes ici, je le sais, car vous avez **une conception exigeante de l'engagement politique.**

Celle du respect des promesses.

Celle de la cohérence des idées et des actes.

Celle de l'exemplarité des comportements.

En un mot, vous êtes en avance sur votre temps !... Si loin du cynisme, des privilèges, du mépris du peuple, qui gâchent notre vie politique.

Vous êtes ici aussi car vous ne supportez plus **ce régime du double langage** : ce grand écart entre les beaux discours d'un côté, et les actes de l'autre.

- D'un côté le beau discours sur le mini traité, de l'autre la décision de ratifier la copie conforme de la Constitution européenne.
- D'un côté le beau discours sur la baisse des impôts, de l'autre la multiplication des taxes.
- D'un côté le beau discours sur le retrait militaire d'Afghanistan, de l'autre l'envoi de soldats supplémentaires.
- D'un côté le beau discours sur le refus de l'adhésion turque, de l'autre la suppression du référendum obligatoire.
- D'un côté le beau discours sur l'école du mérite, de l'autre la réduction de 7% des heures de cours du primaire.
- D'un côté le beau discours sur la moralisation du système financier, de l'autre le refus de taxer les stock-options.

Voulez-vous continuer ainsi à subir cette politique des faux semblants ? NON

Voulez-vous pour autant retomber dans l'impasse socialiste ? NON

Bien évidemment NON.

Car nous le sentons bien : la faillite d'un monde dominé par les seuls intérêts de la finance mondialisée, c'est aussi la faillite de tous ceux, qui, peints en rose au PS ou en bleu à l'UMP, n'ont eu de cesse de nous faire croire que c'était là la seule politique possible.

Depuis trente ans ils feignent de s'opposer les uns les autres, mais en réalité ils défendent la pensée unique

Ils sont donc coresponsables du naufrage programmé du pays.

Ils écopent le navire avec un dé à coudre sans vouloir boucher les trous béants dans la coque.

Plus que jamais notre pays a besoin d'une autre politique. **Nous fondons aujourd'hui notre grand mouvement gaulliste et républicain pour proposer de vraies solutions et remettre le navire France à flot.**

Car en démocratie, il n'y a pas de secret, il faut bâtir un parti politique pour pouvoir présenter un projet devant les électeurs.

Et il faut aller à la bataille électorale.

Comment d'ailleurs pourrait-on se plaindre que les Français ne réagissent pas si nous n'avons pas nous-mêmes l'énergie et la volonté de leur présenter à chaque élection une vraie offre alternative !

En vous voyant si nombreux aujourd'hui, je sais que nous allons en être capables, loin des béni oui-oui qui se répartissent les places, loin des extrémistes qui amusent la galerie.

Oui mes amis, nous allons offrir enfin à la France un vrai chemin de sortie de crise, celui du courage républicain !

Pour convaincre les Français d'emprunter ce chemin, le seul possible pour redresser notre nation et garantir à nos enfants un avenir, il faudra mes amis en effet beaucoup, oui beaucoup de courage.

Jaurès disait en son temps: « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho contre son âme aux applaudissements imbéciles. » Il est toujours d'actualité !

Alors oui, mes amis, du courage...

Le courage de rompre vraiment avec cette pensée unique qui nous a conduits et qui veut toujours nous conduire dans le mur du déclin, de l'appauvrissement, de l'injustice, du renoncement.

Le courage de présenter aux Français un projet pour la France et pour l'Europe.
Le courage d'aller au combat électoral, demain aux européennes, après demain aux régionales, à la présidentielle, aux législatives.

Et je voudrais revenir sur chacune des étapes de cette belle marche que nous allons entreprendre ensemble.

Rarement notre pays n'a eu autant besoin d'un projet de redressement cohérent, sérieux, volontaire.

Mais comment ce projet pourrait-il prendre corps dans une démocratie asphyxiée, aseptisée, étouffée par la pensée unique ? **La France a besoin d'oxygène, de vérité, de sincérité, de diversité politique !**

Bien que s'étant trompés sur toute la ligne, ceux qui par idéologie, avidité, conformisme ou indifférence, ont mis le pays dans cet état ne lâchent pas prise facilement.

Notre premier devoir est là : hâter la rupture, la vraie cette fois-ci, avec ce système à bout de souffle !

Regardez, même au cœur de la débâcle financière, l'esprit de castes n'a pas désarmé. (Même la tête coupée, la volaille continue de courir !).

Les responsables de pertes financières gigantesques donnent des leçons le plus facilement du monde sur les plateaux de télévision !

Non contents d'avoir essoré notre industrie, favorisé les délocalisations, précarisé les emplois, cassé les services publics, les voilà satisfaits de faire payer par les contribuables leurs fautes et leurs privilèges.

Il fallait bien sûr éteindre l'incendie. Pour autant, fallait-il agir ainsi ?

D'un côté des milliards distribués aux banques sans aucun contrôle réel sur leur activité, de l'autre des miettes seulement pour adoucir la souffrance du peuple. Mais ces milliards ne serviront à rien si on ne regarde que la partie émergée de l'iceberg.

Cette crise financière n'est pas tombée du ciel.

Elle est le résultat de trois crises distinctes et cumulatives qui s'emboîtent les unes dans les autres comme des poupées russes : celle du libre échange, celle de la démocratie, celle enfin de la construction européenne.

Oui, osez dire que cette crise est d'abord celle du libre échange intégral entre des continents à des niveaux de développement totalement différents.

N'oublions pas, que c'est le marasme d'il y a un an qui a précédé et provoqué l'implosion de la finance spéculative et non l'inverse. Mais d'où vient donc ce marasme ? Tout simplement de cette course au plus petit salaire possible de par le monde !

Les consommateurs ont souvent été obligés d'emprunter pour soutenir la demande.

Travers américain ? Il n'y a qu'à voir l'inflation dans les derniers mois des dossiers d'insolvabilité devant les tribunaux en France, il n'y a qu'à voir la panne totale de l'économie espagnole qui a tout investi dans le Monopoly immobilier, pour comprendre qu'il n'en est rien.

La crise actuelle est le fruit d'un système qui n'a qu'une logique : tout pour une minorité de plus en plus infime, rien ou presque pour tous les autres.

Cet ultra-capitalisme, dont on nous a répété qu'il est un mal fatal voire nécessaire, est en réalité un ennemi de l'économie de marché qui, effectivement, peut seule assurer le développement matériel et moral de l'humanité si elle est maîtrisée...

Le résultat est là, devant nous : effondrement des économies américaines et européennes, baisse du niveau de vie, nouvelle forme d'esclavage organisé en toute bonne conscience en Chine et en Inde, pillage des matières premières, dégradation sans précédent de l'environnement de la planète et naufrage du continent africain.

Mais cette crise financière n'est pas seulement une crise économique, sociale, écologique, elle est aussi et plus fondamentalement une crise politique, une crise de la démocratie. Car si les multinationales ont joué des frontières pour accumuler toujours plus de profits, c'est bien parce que les gouvernements et les parlements les ont laissé faire. En mettant en concurrence les hommes et les territoires, on a inversé le cercle vertueux du progrès en une paupérisation généralisée !

En imposant aux autres nations leur modèle, les Etats-Unis, première puissance mondiale, ont cru servir leurs intérêts. Ils ont surtout repoussé l'instant de vérité de leurs déséquilibres intérieurs.

L'élection de Barack OBAMA constitue le sursaut d'un peuple qui prend enfin conscience qu'il a été trompé. Espérons que le nouveau président ne le décevra pas.

Car attention, rien n'est encore joué, beaucoup espèrent aujourd'hui limiter la casse en ne changeant que l'emballage de l'ultra capitalisme financier un peu comme les caciques du parti communiste de l'URSS croyaient, à l'époque, pouvoir réformer seulement à la marge le système soviétique.

Il en est ainsi de certains dirigeants européens qui s'efforcent de dissimuler **la 3^{ème} crise, celle de l'Union européenne** telle qu'ils l'ont conçue depuis l'acte unique et le traité de Maastricht.

Là aussi crions la vérité.

Assez de tartufferie !

On voudrait vous laisser croire aujourd'hui au retour de l'Europe pour nous « faire avaler » le traité de Lisbonne qui, justement risquerait d'imposer définitivement aux Nations ce système condamné par les faits.

Mais de quelle Europe parle-t-on ?

Celle de la Banque Centrale européenne qui, il y a encore quelques semaines, luttait contre l'inflation sans voir le tsunami de la récession ?

Celle de la Commission qui, il y a peu de temps, refusait d'entériner le vote quasi unanime du Parlement européen pour encadrer les « hedge funds » ? (vous savez les fonds spéculatifs ?)

Celle des gouvernements se précipitant pour sauver les banques mais incapables de relancer notre économie et donc nos emplois. Une Europe sous la tutelle de Mr Juncker, Premier ministre du Luxembourg, un paradis fiscal de 300 000 habitants !

L'Union européenne, en vérité, fait le gros dos en espérant voir l'orage passer.

Elle prépare le contournement du vote des Irlandais.

Elle poursuit l'absurde processus de libéralisation des marchés de l'électricité, du gaz ou de la poste.

Elle dit oui aux OGM sans contrôles, à l'importation des poulets chlorés... au dumping des prix agricoles qui participent de la dégradation de la qualité de notre alimentation.

Dans ces conditions, comment les choses pourraient-elles s'arranger ?

Ce n'est pas avec ceux qui ont installé ce système fou à Bruxelles, qui en sont les complices, que nous pourrions nous en sortir.

L'UMP et le PS, qui codirigent la France, sont coresponsables de cette politique du vide et des apparences dans laquelle ils enferment le pays depuis des décennies. C'est ce vide que les Républicains doivent aujourd'hui combler pour permettre à la France de renouer avec la politique, la vraie : l'art de rendre possible ce qui est nécessaire.

C'est pourquoi, au-delà des critiques, nous avons le devoir de proposer des solutions fortes, justes et réalistes.

Loin des nostalgiques ou des extrémistes,
soyons audacieux et raisonnables,
soyons téméraires et sérieux,
dans notre démarche comme dans notre projet.

Notre projet pour la France et pour l'Europe, quel est-il ?

Il est indissociable tout d'abord de notre vision du monde.

L'attachement viscéral du Général de Gaulle à la nation ne l'a jamais empêché d'anticiper l'évolution du monde. L'appel du 18 juin procède d'une analyse lucide des futurs rapports de force. L'invention de la « participation » répond aux impasses du communisme et du capitalisme. La sortie de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN anticipe le monde multipolaire.

De même, comment pourrions-nous préparer la France du XXI^{ème} siècle sans observer, comprendre le monde qui nous entoure, et sans pressentir celui qui vient ?

Entre ceux qui se sont couchés devant les dérives de la mondialisation et ceux qui refusent de voir que le monde a changé, je vous propose la voie réfléchie et solide d'une transformation progressive à partir des réalités.

A la fois rivales et indépendantes les grandes nations doivent relever ensemble des défis colossaux.

Le défi de la régulation du capitalisme tout d'abord.

Bâtir un nouveau système monétaire international, revoir en profondeur l'Organisation Mondiale du Commerce (avec des zones de libre échange par continent), réglementer strictement la finance internationale (en isolant les paradis fiscaux, et en interdisant les techniques de ventes à découvert qui favorisent la spéculation boursière, ...), vous connaissez les urgences.

Le défi de la pauvreté, de l'alimentation et du développement, ensuite.

Comment imaginer lutter contre le terrorisme, les guerres, les mouvements anarchiques de population sans, là aussi, s'attaquer à leurs racines ? L'avenir de l'Afrique devrait être ainsi au cœur de toute notre attention. Son marasme est aussi profond que ses ressources sont colossales. La France et l'Europe ont tort de la négliger laissant la Chine combler le vide. Savez vous que l'effacement de la dette publique de tous les pays du continent aurait coûté moins cher (100 milliards d'euros) que la seule aide directe de la Grande Bretagne et de la France à leurs banques !

Le défi environnemental, enfin, est le troisième enjeu planétaire.

Mais là aussi les bons sentiments ne suffiront pas sans une révision des règles commerciales pour inciter les pays développés comme les pays émergents à changer de modèle de production et de consommation.

Avez-vous entendu parler, par exemple, du dernier scandale, celui du fréon chinois frauduleusement importé en Europe ?

Ces trois défis sont imbriqués car tout se tient.

Comment développer l'Afrique sans sauver son agriculture c'est à dire en créant une exception agricole à l'OMC ? Comment protéger la planète sans mettre en œuvre un droit de douane environnemental aux frontières de l'Europe ?

Comment améliorer la santé dans le monde si on n'assouplit pas les conditions d'accès aux médicaments génériques des pays les plus pauvres ?

Comment réduire les consommations d'énergie et l'émission de CO² sans relocaliser les activités et inciter la Chine à développer sa consommation intérieure pour satisfaire les besoins de sa population ?

Tout l'enjeu est là ! Organiser différemment la mondialisation pour passer du cercle vicieux du nivellement par le bas au cercle vertueux du progrès humain.

Mais comment faire ? Comment sortir de cette nouvelle jungle ? Qui aura à la fois la conscience et la puissance pour pouvoir changer les choses, inverser le cours de l'histoire du monde ?

L'Europe sera le meilleur levier d'une telle politique.

Oui, vous m'avez bien entendu, l'Europe ce bout de continent, où est né le monde moderne, qui s'est déchiré, qui s'est projeté sur le globe, a la capacité de proposer pour lui-même et pour le reste de la planète une nouvelle régulation.

Mais, quelle Europe ? C'est la question cruciale.

Car observons les choses avec objectivité. Depuis plusieurs décennies nous n'avons jamais été aussi loin dans l'intégration supranationale. Et depuis 20 ans l'Europe régresse autant dans les faits que dans le cœur des Européens.

Effondrement démographique de la plupart des nations, retard dans la science et la technologie, délocalisations à outrance, alignement militaire sur les Etats-Unis, uniformisation culturelle... est-ce comme cela que le continent européen s'en sortira et pèsera sur le monde ?

A force de vouloir raboter les différences, à force de s'aligner sur les plus puissants, cette Europe abîme le dynamisme des nations sans rien construire d'efficace pour les remplacer.

Les raisons de cet échec sont simples : on ne bâtit pas un peuple par décret, on ne construit pas davantage un projet politique en bâillonnant ceux qui sont censés y adhérer, on ne donne pas envie de vivre ensemble sans offrir un surcroît de protection et l'espoir d'une vie meilleure.

Pour changer le monde, il faut donc changer d'Europe. Les Européens doivent se réveiller, leur mission est historique.

N'en déplaise aux eurocrates, seules les nations libres et fortes seront en mesure de bâtir des coopérations européennes concrètes et utiles pour peser dans la mondialisation.

Plus nous retarderons cette urgente refondation européenne, plus nous mettrons en danger l'idée même d'une solidarité européenne, plus nous serons dépendants d'un modèle mondial inhumain où tout s'achète et se vend.

C'est pourquoi j'ose vous dire aujourd'hui : **l'Union européenne, dans sa forme actuelle, est morte. Mais j'ose aussi vous dire : Vive l'Europe** car il est possible d'organiser une coopération solide entre les nations d'Europe.

Avec bien évidemment une organisation radicalement et profondément différente de celle d'aujourd'hui.

Nous proposerons en juin prochain le fameux plan B .

Car, vous le savez, tous les peuples attendent cette Europe alternative.

Le premier changement est institutionnel.

Comment 500 millions d'européens peuvent-ils accepter de confier les pleins pouvoirs à des institutions (Commission, BCE, CJCE) dont les membres ne sont soumis à aucun contrôle démocratique ?

Vous connaissez la « bruxellose » ? C'est une maladie. Ceux qu'elle touche se mettent à décider de tout sur tout.

Ils se sentent supérieurs au commun des mortels au point même de vouloir faire revoter les peuples.

Demander aux Irlandais de revoter, c'est comme si en France on demandait un nouveau vote pour élire le président de la République !

Un seul vaccin possible pour remédier à ce mal étrange : la démocratie.

Car attention en l'absence d'un peuple, d'une langue, de partis communs, de média communs, la démocratie ne peut pas exister au niveau européen. Il est donc inévitable de bâtir l'Europe des nations qui s'appuie sur les démocraties nationales.

Cela impose un nouveau traité fondateur qui mette fin à l'obésité de l'Union européenne. Plutôt que de procéder par soustraction (et dilution), l'Europe doit procéder par addition. L'addition de nos traditions, de nos cultures, de nos langues.

Cela exige bien évidemment l'application réelle du principe de subsidiarité avec une délimitation stricte des compétences européennes (et donc la restitution aux Etats des 9/10 des domaines auxquels s'applique la réglementation européenne).

Mais si, on peut le faire, rien ne nous en empêche.

Ce traité fondateur doit aussi créer une **Europe à la carte**. Avec des coopérations à géométrie variable qui permettent à chacun d'avancer à son rythme (à 3, à 8, à 12). (Ainsi nous éviterons le blocage de l'unanimité à 27 qui interdit d'avancer et la loi de la majorité tyrannique qui impose une politique à des nations qui n'en veulent pas).

Enfin ce traité fondateur supprimera la commission (remplacée par un secrétariat permanent du conseil européen et par des agences thématiques pour porter les coopérations à la carte), il

encadrera la BCE et replacera le droit européen au-dessous des constitutions nationales dans la hiérarchie des normes.

A ceux qui doutent, je le dis sincèrement, oui c'est une révolution. Mais pacifique et constructive. En revanche, si vous continuez à vouloir imposer un système illégitime, alors vous aurez une révolution mais cette fois-ci violente et destructrice.

La deuxième rupture est économique et sociale

L'Union européenne est un peu comme une équipe de football qui n'aurait ni défense, ni attaque. Une équipe incapable de marquer le moindre but, qui par contre en encaisserait beaucoup. Pire, comme si ça ne suffisait pas, qui s'amuserait même à en marquer contre son propre camp ! Une telle équipe, vous vous en doutez bien, est incapable de gagner le moindre match.

Abandon de toute préférence communautaire, refus de politique industrielle, euro surévalué, sous-investissement dans la recherche, la liste des fautes est longue.

Ma stratégie pour l'Europe économique et sociale est simple : bâtir avec les pays qui le veulent une défense et une attaque.

La défense c'est la préférence européenne.

Le droit de douane environnemental et social qui régule le libre échange entre les grandes zones régionales.

La défense c'est la lutte contre les paradis fiscaux au sein même de notre territoire.

La défense c'est le respect des services publics.

La défense c'est une harmonisation sanitaire, sociale et environnementale par le haut.

L'attaque c'est un plan de relance qui passe par des investissements massifs autour de projets industriels : la voiture propre, le TGV du futur, le panneau solaire performant...

L'attaque c'est une politique offensive de l'euro.

L'attaque, c'est de proposer, pour financer tous ces projets d'auto-développement de l'Europe, un grand emprunt européen garanti par tous les Etats qui voudront s'y associer. L'épargne populaire ne doit plus venir au secours de la finance en faillite, mais servir le développement commun ! Un tel plan de grands travaux et d'investissements financera des emplois réels et productifs.

La troisième rupture radicale concerne la place de l'Europe dans le monde

Comment l'Europe pourrait-elle jouer son rôle de levier, de transformation du monde, si elle renonce à être elle-même ? Nous devons passer d'une Europe sous influence à une Europe européenne.

Certes cela ne se fera pas en un jour. Mais la France doit pouvoir forcer le pas avec ceux qui le souhaitent.

Plusieurs étapes pourront rythmer cette évolution :

- L'affirmation des frontières européennes en proposant à la Turquie, par exemple, un partenariat plutôt qu'une adhésion.

- Le développement de l'Union pour la Méditerranée en se limitant à ses seuls riverains.
- La négociation d'une alliance forte et complémentaire avec la Russie.
- La sortie de l'OTAN pour ceux qui le souhaitent et la création d'une coopération militaire à la carte notamment pour les matériels d'armement.
- Le lancement d'un vrai plan Marshall avec le Maghreb et l'Afrique.

Vous le comprenez, seule une révision radicale de la construction européenne peut permettre à notre continent de jouer son rôle au XXI^{ème} siècle.

Mais comment changer cette Europe ?

Mais qui peut changer cette Europe ?

Qui peut avoir l'audace, l'énergie et le courage de défier les oligarchies pour améliorer le sort des hommes ?

La France bien sûr !

Mais quelle France ?

La France fascinée par les autres, la France prostrée devant Bruxelles, la France qui s'auto-flagelle en permanence, la France qu'on détricote peu à peu et qui s'appauvrit ? Non bien sûr !

Seule la France que nous aimons est capable de transformer l'Europe.

La France de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la France de Valmy, la France de Hugo, Zola, Péguy et Malraux, la France de Jaurès et de Clemenceau, la France du général de Gaulle, la France de René Cassin à l'ONU, la France du Non à la guerre contre l'Irak !

Mais comment tracer un chemin pour le monde et pour nos voisins si nous ne sommes pas capables de remettre sur pied notre pays, si nous ne voulons pas tout simplement vivre libres, si nous ne nous donnons pas les moyens de rester une nation solide et prospère ?

Défendre nos intérêts, garantir l'accès aux matières premières, faire valoir nos normes, inventer les produits de demain, assurer notre défense, retrouver la fierté d'être ensemble dépositaires de valeurs. Voilà l'enjeu préalable.

C'est bien parce que nous croyons aux atouts de la France que nous fondons aujourd'hui ce rassemblement républicain.

Mais là aussi, comme pour la mondialisation, comme pour l'Europe, il n'y a pas de baguette magique ! Pour redresser la France, le chemin sera long et difficile. Il nous faudra du courage.

Oui, le courage républicain c'est tout d'abord rendre le pouvoir au peuple.

Rien ne sera possible sans s'appuyer sur lui. Dans toutes les périodes sombres de notre histoire, avez-vous remarqué que la lucidité, le courage, l'énergie sont venus des humbles et des sans grade ? Qu'aurait pu faire le Général de Gaulle sans les marins de l'île de Sein ?

Qu'aurait pu Clemenceau sans l'ardeur de cette France populaire des villes et des champs qui a tenu bon dans les tranchées d'Artois et de Champagne ?

Mais je peux vous l'assurer mes amis, les Français sont toujours aussi courageux et pourront soulever des montagnes quand leurs dirigeants :

- cesseront de tricher avec eux,
- de les manipuler pour gagner les élections.

Quand les hommes politiques diront la vérité, indiqueront un chemin, feront preuve de cohérence dans leurs choix, respecteront leurs engagements. Bref, lorsqu'ils sauront réconcilier l'art de gouverner avec la volonté collective, le possible avec le nécessaire.

Ainsi les choix difficiles devront être tranchés par référendum, notamment sur l'Europe, tant pour les adhésions nouvelles que pour les réformes institutionnelles.

Le courage républicain c'est ensuite restaurer l'Etat. Oui, quel « gros mot » : l'Etat

Il n'y a pas de vouloir vivre ensemble possible c'est-à-dire de nation durable sans un arbitre, un aiguillon, un juge de paix, l'Etat.

L'Etat régalién qui appliquera enfin 100% des décisions de justice, seul moyen de faire respecter la loi, fruit de la volonté du peuple. On en est encore si loin !

L'Etat républicain qui décidera tranquillement mais sûrement qui a le droit ou non d'entrer et de séjourner sur son territoire, car a-t-on jamais vu une maison sans portes ni fenêtres !

L'Etat qui défendra l'égalité des citoyens au-delà des sexes, de la couleur de peau, de la classe sociale, et qui ne fera pas de discrimination positive, généralisation du passe droit ethnique, fausse charité qui se retournerait d'ailleurs contre celles et ceux qu'elle prétend aider ! A-t-on conscience que la généralisation des quotas entraînerait inexorablement la France sur la voie de la surenchère et de la guerre civile ?

L'Etat encore, qui garantira la laïcité face aux communautarismes. Une laïcité se suffisant à elle-même et n'ayant donc pas besoin d'être positive ni négative !

L'Etat qui assurera l'instruction de ses enfants par l'effort et le mérite plutôt que par le laxisme et la démagogie.

L'Etat enfin qui en défendant ses services publics aménagera le territoire afin de valoriser les extraordinaires atouts de notre pays notamment son monde rural et agricole.

Mais défendre l'Etat, c'est aussi avoir le courage de le réformer.

Oui le réformer car entre la gauche qui le laisse s'empâter et la droite qui ne veut que le faire maigrir, n'est-il pas temps de savoir le réformer pour le rendre efficace et utile. La Suède a réussi, pourquoi pas nous ?

Ainsi, mes amis je préfère réformer l'hôpital public que livrer la santé aux cliniques privées aux actionnaires dévorants.

Je préfère une poste modernisée à la fausse concurrence de sociétés postales qui désertent les régions moins peuplées de notre pays.

Je préfère moins de collectivités locales mais efficaces !

Le courage républicain enfin, c'est concilier l'efficacité économique et la justice sociale

Sans justice il ne peut y avoir d'effort, la droite l'a oublié ! Mais sans effort il ne peut y avoir de justice, la gauche refuse, comme toujours, de le voir !

L'effort tout d'abord, oui, nous devons le réclamer, l'assumer. Car comment croire que notre pays s'en sortira sans travailler plus en contrepartie de salaires décents, sans investir plus sur notre territoire, sans conquérir plus de marchés.

Quel dommage que les 10 milliards d'euros du paquet fiscal n'aient pas servi à la compétitivité de notre économie et donc à l'emploi !

Baisse des charges sur les PME,
diminution de l'Impôt sur les sociétés pour les entreprises qui réinvestissent en France,
doublement en cinq ans de l'effort en faveur de la recherche,
politique industrielle dans les secteurs d'avenir,
TVA sur les importations,
allègement de la fiscalité sur les classes moyennes, réorientation du contrôle fiscal vers l'économie souterraine et la grande fraude,
voilà comment muscler notre économie.

Mais il n'y aura pas non plus d'effort collectif sans justice sociale.

A cet effet quelques réformes essentielles pourront responsabiliser nos concitoyens, leur rendre le juste fruit de leurs efforts.

La participation, non seulement aux bénéfices mais surtout au capital et aux décisions des entreprises, doit devenir un élément clé de la reconstruction économique française.

De même, la création d'une sécurité professionnelle peut permettre à chacun de gérer son temps et sa formation tout au long de sa carrière.

Enfin, il est temps de généraliser une saine accession à la propriété pour garantir une sécurité accrue au moment de la retraite, ce qui passe nécessairement par le retour de l'Etat comme banquier des particuliers.

Vous le constatez, notre projet pour la France est le levier d'une nouvelle Europe et notre nouvelle Europe est le seul moyen de transformer le monde.

Vaste projet me direz-vous ! Certes, mais aux grands maux, les grands remèdes et il y a urgence.

Si nous sommes rassemblés ici, aujourd'hui, c'est bien parce que le « gros temps » arrive et que notre pays ne peut plus tricher avec la réalité.

Je vous ai demandé de rompre avec ces castes arc-boutées sur leurs privilèges.

Je vous ai demandé de relayer un vrai projet républicain.

Je vous demande enfin d'aller au combat électoral rassemblés et offensifs.

Alors, je le sais, les éternels défaitistes tenteront de vous décourager en vous présentant la tâche comme surhumaine.

J'entends déjà les objections que l'on ne manquera pas de nous opposer.

Pourquoi tout d'abord ce qui n'a pas réussi hier serait-il possible aujourd'hui ? En quoi serait-ce maintenant le moment ?

La France serait trop petite, les Français auraient abandonné, ce ne serait pas le sens de l'histoire. Il faudrait être moderne..., c'est-à-dire couché !

Rappelez-leur tout d'abord que si Clemenceau a choisi d'être enterré debout, ce n'était pas pour vivre allongé !

Dites leur surtout, à tous ces avocats de la démission que le peuple français veut vivre libre.

Il l'a d'ailleurs prouvé en 2005 lors du référendum sur le projet de Constitution européenne.

Ne l'oubliez jamais. La braise de 2005 couve sous la cendre !

Forts de notre histoire, de nos valeurs, de nos convictions, de notre analyse du monde d'aujourd'hui, de notre vision de la planète dans 20 ans, il nous revient le soin de souffler sur cette braise pour ranimer la flamme ! C'est pourquoi il faut oser maintenant se présenter devant les électeurs.

Mais alors, vous dira-t-on ?

Comment faire pour transformer ce club de réflexion en un vrai parti politique ? Comment être présent à toutes les échéances électorales ? **Comment se forger un passage entre les mastodontes sans idées mais non sans soutiens qui monopolisent le débat public ?** Que représente Debout la République face aux grands partis ?

Venus de toute la France, vous leur apportez aujourd'hui la plus nette des réponses.

Croyez-vous d'ailleurs sincèrement que les Français soient vraiment dupes de ce mauvais tango UMPS ?

Le PS meurt de ses rivalités internes parce qu'il est incapable de surmonter cette contradiction qui consiste à prôner en même temps l'augmentation du Smic, du nombre de fonctionnaires et de la dépense publique, et de défendre l'Europe de Maastricht, du libre échange intégral de

leur ancien camarade Monsieur Lamy. Tant que la gauche rejettera l'idée nationale, et républicaine le peuple la délaissera.

Quant à l'UMP, qui peut dire ce qu'elle défend aujourd'hui ?

Faute d'avoir accepté la démocratie interne, à force d'être dirigée depuis la Présidence de la République, l'UMP se fossilise, incapable de penser par elle-même. On dirait une girouette condamnée à suivre le vent qui tourbillonne au gré des circonstances, au-dessus de l'Elysée.

Il suffit d'aller à la rencontre des Français pour comprendre qu'ils aspirent à autre chose.

Un nouveau projet, de nouvelles personnalités, un nouveau rassemblement.

Et convaincu qu'un grand peuple comme le nôtre peut encore faire de très belles choses, je vous invite à vous préparer à notre premier combat électoral, celui des élections européennes de juin prochain.

Car, oui mes amis, nous serons la surprise de ce scrutin.

Et ce, pour deux raisons :

Tout d'abord nous serons les premiers à offrir un vrai choix entre les bœni oui-oui qui ont approuvé tous les traités, dont le pire celui de Lisbonne qui a bafoué le suffrage universel, et les euro-ronchons qui ne proposent rien.

Nous offrirons le choix d'un plan B radical, seul en mesure de changer l'Europe et donc de redresser les nations dont la France.

Ce projet, je vous en ai dessiné les grandes lignes.

Nous serons la surprise de cette élection pour une deuxième raison.

Nous serons les seuls à présenter des listes dépassant le clivage gauche/droite et s'attachant à l'essentiel : la capacité de la France à relever le défi de la mondialisation. Oui nos listes rassembleront des républicains des deux rives car l'enjeu est historique.

Quand la gauche bobo et la droite libérale travaillent ensemble, pourquoi les républicains ne se rassembleraient-ils pas au service de la France ?

Car le gaullisme, la République ne sont ni de droite, ni de gauche. Cela ne veut bien sûr pas dire que nous rejetons tout ancrage dans le paysage politique du pays. Cela veut simplement dire que nous nous adressons à toutes celles et tous ceux qui d'où qu'ils viennent veulent atteindre un objectif, porter une transformation du pays.

Alors oui, j'ai été heureux tout à l'heure de vous voir à la même tribune.

J'entends parfois ici ou là quelques remarques sur les uns ou les autres : il est trop à gauche, il est très à droite, il a été cela, il a fait ceci... et bien, bravo ! C'est bien la preuve que notre idéal est fort, que notre projet est rassembleur.

Mes amis, au moment de conclure notre Congrès fondateur, je veux vous dire une chose simple. Si vous voulez voir les Français prendre leurs responsabilités, vous devez prendre les vôtres.

Si vous voulez faire vivre la démocratie, relever la République – cette République dont de Gaulle disait qu'elle est « la souveraineté du peuple, l'appel de la liberté et l'espérance de la justice » -, alors lancez-vous !

Oui, lançons-nous pour aller dire aux Français que le politique, la volonté générale, c'est-à-dire la République, doit reprendre le pouvoir sur l'économie, sur le marché, sur les intérêts, sur les lobbies, sur les communautés...

Oui mes amis vous avez, nous avons, rendez-vous avec l'Histoire.

Dressez l'oreille, chers compagnons. L'Histoire nous murmure quelque chose. Elle nous dit de ne pas avoir peur. Elle nous crie de nous mettre debout. Debout la République, Debout la France, Debout les peuples libres d'Europe.

Vive la République !

Vive la France !